

GÉNOCIDE

Holocauste: la Suisse savait depuis 1942

AFP

Mis en ligne le 28/01/2013

Ces révélations ont été faites dimanche, journée internationale dédiée à la commémoration des victimes de l'Holocauste.

Les autorités suisses savaient depuis 1942 que les Juifs étaient poursuivis et exterminés dans les camps de concentration nazis, selon des documents diplomatiques inédits présentés dimanche soir par la télévision suisse-allemande.

Pendant la deuxième guerre mondiale, des diplomates suisses ont récolté des centaines de lettres, télégrammes et rapports détaillés qui ont été adressés au gouvernement suisse à Berne.

Les autorités suisses ont également été informées de ces événements par des photos, a ajouté la télévision suisse.

Selon Sascha Zala, directeur des Documents diplomatiques suisses (DSS), interrogé par la télévision suisse, *"à partir de mai 1942, on peut prouver que les informations sur les assassinats de juifs sont arrivées jusqu'à Berne"*.

Malgré ces rapports, le gouvernement suisse avait décidé en août 1942 des renvois en masse de réfugiés étrangers civils, même s'ils pouvaient mettre leur vie en danger.

Quelques-uns de ces documents diplomatiques sont à présent disponibles sur internet.

Ces révélations ont été faites dimanche, journée internationale dédiée à la commémoration des victimes de l'Holocauste.

A cette occasion, le président en exercice de la Confédération, Ueli Maurer, a publié un message où il a rappelé le rôle de "refuge" de la Suisse "durant cette période sombre pour le continent européen".

Ueli Maurer a décrit la Suisse comme *"un pays de liberté régi par le droit grâce à l'engagement d'une génération entière de femmes et d'hommes courageux"*. En maintenant son indépendance, elle est devenue *"un refuge pour de nombreuses personnes menacées et traquées"*, a-t-il ajouté.

Dans une interview à la radio suisse-romande lundi, l'historien suisse Hans-Ulrich Jost a déclaré que *"ce ne sont pas des nouveaux documents, mais il est vrai qu'il y a une sorte de résistance ou de refoulement d'accepter la mémoire de cette période troublante"*. *"C'est le devoir des historiens de montrer les résultats de leurs recherches et de rappeler des faits qui ne sont pas toujours agréables pour la Suisse"*, a-t-il ajouté.

Selon lui, il faut que les Suisses *"assument des zones d'ombre de leur passé, et il y a toujours des personnes qui refusent d'accepter cela"*.



Flemal

En 2002, la Suisse a publié le rapport d'une commission d'enquête sur son rôle pendant la deuxième guerre mondiale. Ce rapport de plus de 10.000 pages, appelé rapport Bergier du nom de son président, l'historien Jean-François Bergier, concluait notamment que le gouvernement et une partie de l'industrie suisse avaient été trop loin dans leur coopération avec le régime nazi.

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>

